Cahier de doléances du Tiers État de Holling (Moselle)

Cahier de plaintes, doléances et remontrances que les syndic, maire, habitants et communauté de Holling ont l'honneur de produire à l'auguste assemblée des États généraux en conformité de l'ordonnance de M. le lieutenant général au bailliage royal de Bouzonville en date du 28 février dernier.

Que la capacité des produisants est insuffisante d'insinuer à l'auguste assemblée les moyens qui pourraient mouvoir Sa Majesté à modérer le fardeau de ses sujets ; cependant à leur particulier ils ont l'honneur d'observer :

1°. Qu'il n'y a rien de plus cher et de plus précieux à un citoyen péri ; de famille que de jouir en paix et tranquillité des fruits de ses travaux journaliers, qui cependant est troublée par différents objets et principalement par des procès qui durent à l'infini. Les produisants, au nombre de 84, y compris les femmes veuves, garçons et filles faisant ménage, ont obtenu de M^{gr} l'évêque de Metz un vicaire résident sur l'incommodo de l'église paroissiale de Valmunster, desservie par un religieux de l'abbaye de Metloch, et sur les différends qui se sont mus entre les produisants et le curé du dit Valmunster ; l'affaire a été portée au conseil de Sa Majesté, où elle reste indécise déjà pendant quatre années, après qu'elle a été au préalable discutée en différents tribunaux pendant l'espace de six années. Les produisants, après s'être énervés, ont été obligés de faire un emprunt de 600 écus neufs à terme moyennant les intérêts ordinaires : ils redoivent le capital et les intérêts ; c'est un avocat avide, exigeant toujours plus, qui retarde un arrêt définitif. Ils ont un état monastique opulent pour adversaire, qui éternise cet arrêt et, par conséquent, rend les produisants hors d'état de poursuivre leurs droits fondés sur des principes certains ; ce qui leur donne sujet de supplier Nos seigneurs de l'assemblée des États généraux de faire observer à Sa Majesté qu'il lui plût fixer des délais pour faire terminer les procès suivant l'exigence des cas et circonstances.

2°. Le ban de Holling contient environ 900 jours de terres et 300 chars de prés, desquels l'état noble et ecclésiastique possède 475 jours de terres et chars de prés, ¹ qui surpasse le tiers de leur ban, outre les dîmes tant grosses que menues, qui sont possédées par ces deux états. Il paraît que ceux qui jouissent du bénéfice doivent également contribuer aux charges: ce que Nos seigneurs sont suppliés de faire observer.

3°. Le tiers denier en cas de vente d'immeubles et le ² chef d'hôtel étant une charge très onéreuse, les produisants supplient que ces droits fussent abolis.

4°. Que les inventaires des mineurs fussent faits par les maires et gens de justice des lieux, et les procès-verbaux déposés dans leurs greffes.

5°. Que l'office des huissiers priseurs et vendeurs de meubles fût révoqué, et procédé comme anciennement, attendu qu'au lieu qu'il résulterait un bien aux mineurs, l'expérience démontre que les frais d'inventaire et prisée surpassent souvent le produit du mobilier inventorié et prisé.

6°. Que l'administration des eaux et forêts fût conférée aux officiers des bailliages, et les droits modérés, attendu que les produisants n'ont que 7 arpents de bois par an, en conséquence 14 arpents pour deux ans, qui sont marqués par les officiers de la maîtrise dans une demi-vacation et souvent par un seul officier ; ils en perçoivent 3 l. 10 s. par arpent, outre les autres frais, ce qui fait pour cette demi-vacation passé 50 livres, ce qui surpasse souvent le produit du bois qu'ils y perçoivent.

7°. Qu'il soit défendu à tous marchands hollandais d'exporter des bois hors des États.

8°. Qu'il soit pareillement défendu aux forestiers royaux de faire des rapports dans les bois communaux à charge par les communautés de constituer des forestiers, habitants de la même communauté, solvables, et

¹ ce

² droit de

qui soient garants et responsables des délits qui pourraient s'y commettre ; cependant les rapports rédigés dans un greffe royal pour par Sa Majesté percevoir le tiers des dommages-intérêts.

11°. Que la vaine pâture fût rendue commune, et la clôture des prés abolie, attendu qu'il n'y a ordinairement que les nobles et ecclésiastiques, ainsi que les riches, même des forains, possédant des biens considérables et contigus, qui profitent de ce privilège à l'exclusion d'un pauvre concitoyen qui se trouve hors d'état de nourrir un bétail pour le soutien de sa famille.

10°. Les produisants, ainsi que tout le peuple lorrain, se croiraient au comble de leurs désirs et supporteraient toute charges qu'il plairait à Sa Majesté leur imposer, s'il y avait lieu d'espérer que la ferme fût abolie, et par là les employés y attachés ; que le sel leur serait débité comme aux étrangers ; que le commerce dans l'intérieur du royaume serait libre sans être assujetti aux acquits, et que les impôts sur les cuirs soient abolis. C'est ce que Nos seigneurs de l'assemblée des États généraux sont suppliés de représenter à Sa Majesté, qui rendra ses sujets heureux, et qui ne cesseront d'adresser leurs vœux au Ciel pour le maintien et la prospérité de son auguste personne, famille royale, et de nos seigneurs composant l'assemblée des États généraux.